Relations commerciales naissantes entre l'Afrique et la Chine

Francis M. Mwega*

Les exportations de l'Afrique vers la Chine ont connu une hausse encore plus rapide que ses importations en provenance du géant asiatique et l'accroissement de l'aide et des investissements chinois a profité à de nombreux gouvernements. Il y a, toutefois, des préoccupations concernant la capacité des entreprises locales à soutenir la concurrence et à résister aux pressions exercées par la migration chinoise liée au commerce sur les marchés de l'emploi africains.

Importations africaines en provenance de la Chine

Les importations africaines en provenance de la Chine ont été multipliées par sept – de 895 millions en 1996 à 7,3 milliards de dollars US en 2005 – au cours de la dernière décennie. La part de la Chine dans les importations du continent s'est accrue, passant de 2,5% en 1996 à 7,4% en 2005. Les importations de produits manufacturés comptaient pour 92,1% en 1996, et ont enregistré une légère hausse, à 94,6%, en 2005.

L'Afrique du sud (45,7%), le Nigeria (21,3%) et le Soudan (10,8%) dominaient les 30 pays africains et quelques qui importaient de la Chine en 2005. Les machines et les équipements de transport comptaient pour 48% des importations des trois pays, contre 24% pour les produits manufacturés, 19,4% pour des articles manufacturés divers et 6,4% pour les produits chimiques et produits connexes. Ces importations affaiblissent les entreprises nationales qui ne sont pas en mesure de casser les coûts de production et les prix chinois (effet compétitif direct). Certains producteurs nationaux tirent toutefois profit des importations intermédiaires et de biens d'équipement à faibles coûts, lorsque les exportations chinoises vers l'Afrique n'évincent pas les importations d'autres pays.

Exportations africaines vers la Chine

Les exportations africaines vers la Chine ont enregistré une hausse encore plus rapide, de sorte que la région a à présent un excédent commercial avec la Chine. Entre 1996 et 2005, les exportations vers la Chine se sont accrues de 1678%, en passant de près de 1,1 milliard à 18,8 milliards de dollars. Dès 2005, la Chine avait dépassé le Royaume-Uni pour devenir le troisième partenaire commercial de l'Afrique (après les États-Unis et la France). Toutefois, l'Afrique ne compte que pour 2% du commerce extérieur chinois (Tull 2006, WEF 2006).

Les exportations africaines vers la Chine concernent majoritairement les produits de base, essentiellement les produits pétroliers et les métaux, et sont largement stimulées par la nécessité pour la Chine de s'assurer des ressources naturelles pour soutenir son essor économique. Les combustibles minéraux et les lubrifiants, par exemple, qui comptaient pour 24,9% des exportations totales en 1996, ont enregistré une hausse pour passer à 70,9% en 2005. La part de la Chine dans la demande de certaines ressources minérales – telles que l'aluminium, le nickel et le cuivre – varie entre 76 et 100% (Kaplinsky et la. 2006).

La hausse de la demande chinoise de produits de base permet aux pays africains dotés de ressources de satisfaire une part croissante des besoins de la Chine - effet de complémentarité positive directe. Au moins 8 des 10 partenaires commerciaux africains les plus importants de la Chine sont des pays dotés de ressources.

La Chine importe près de 30% de son pétrole et de son gaz de l'Afrique subsaharienne. Le pétrole est fourni en majeure partie par l'Angola et le Soudan. Le commerce pétrolier entre l'Angola et la Chine s'est accru de 400% depuis 2001 (117 millions de barils ont été exportés vers la Chine en 2004, soit une hausse de 60% par rapport à 2003). Avec une part de près de 13% des importations totales de pétrole de la Chine, l'Angola s'est rapprochée du niveau du principal fournisseur de pétrole de la Chine, l'Arabie saoudite (125 millions de barils). La compagnie d'État chinoise Eximbank a récemment versé à l'Angola un paquet de crédit d'un montant de 2 milliards de dollars US, en échange de la fourniture de 10.000 barils de pétrole par jour. La consommation de pétrole

(suite à la page 6)

10 principaux pays africains exportateurs vers la Chine en 2005

Pays	Part
Angola	35,1%
Afrique du sud	15,9%
Soudan	13,9%
Congo	12,1%
Guinée équatoriale	7,7%
Nigeria	2,8%
Gabon	1,9%
Zambie	1,3%
Tchad	1,0%
R. D. Congo	0,9%

* Francis M. Mwega est Professeur d'économie à la School of Economics de l'Université de Nairobi.

Relations commerciales naissantes entre l'Afrique et la Chine...
(suite de la page 5)

de la Chine est estimée à 6,59 millions de barils par jour.

Le Soudan est également un fournisseur non négligeable pour les importations de pétrole de la Chine (6,9%). Les entreprises chinoises ont acquis une participation de 40% dans la GNPOC (Greater Nile Petroleum Operating Company), en 1996. Les sanctions américaines contre le Soudan et le retrait progressif des compagnies pétrolières européennes ont permis à la compagnie de devenir le plus grand investisseur étranger dans la production pétrolière naissante du Soudan. Par ailleurs, conditionnées par les intérêts pétroliers et par la particularité des relations de la Chine avec les pays africains, les tentatives visant à contraindre le Soudan à rendre des comptes sur le Darfour au Conseil de sécurité de l'ONU ont été contrariées par la Chine, qui soit s'abstient de voter, soit en menace d'user de son droit de veto.

Investissement étranger direct

S'il est toujours globalement faible (environ 900 millions de dollars US sur le total de 15 milliards de dollars reçu par le continent, en 2004), l'investissement étranger direct (IED) versé par la Chine à l'Afrique a enregistré une hausse substantielle au cours de la dernière décennie, les entreprises chinoises investissant près d'un milliard de dollars par an (WEF 2006). Une source de préoccupation est la concurrence que l'IED chinois pourrait constituer pour les investisseurs nationaux, sapant ainsi l'emploi. Il semble toutefois peu probable que l'IED chinois évince l'investissement et les emplois nationaux, car seulement quelques entreprises nationales s'engagent dans l'industrie extractive, où les compagnies chinoises se concentrent principalement (Jenkins et Edwards 2006).

L'influence croissante de la Chine est également le fruit des stratégies menées par les compagnies chinoises à la conquête des marchés africains (Tull 2006). Les firmes chinoises semblent beaucoup moins hostiles au risque (risk-averse) que leurs homologues européens, en particulier dans des États dévastés par la guerre tels que l'Angola, la République démocratique du Congo et la Sierra Leone, où la 'prime au premier entrant' – first mover advantage – joue en faveur des entrepreneurs qui prennent des risques. Le gouvernement chinois a pour politique d'encourager et d'appuyer l'investissement en Afrique, notamment au travers de l'offre de prêts préférentiels et de crédits acheteurs (Chine 2006). L'IED provient donc essentiellement de compagnies parapubliques qui ont accès à des capitaux à faible coût, de sorte que les investisseurs chinois ont des horizons de planification à long terme. Ces entreprises considèrent l'environnement politique et économique difficile qui prévaut dans de nombreux pays africains comme une opportunité économique.

Les entreprises chinoises se concentrent également sur des secteurs spécifiques. La Chine « encourage vigoureusement les entreprises chinoises à participer à la construction d'infrastructures dans les pays africains, à élargir leurs contrats et à établir progressivement des mécanismes multilatéraux et bilatéraux sur des projets contractuels » (Chine 2006). La Chine est donc devenue un acteur majeur dans le domaine de la construction d'infrastructures (transport, télécommunications, conservation de l'eau, production d'électricité, etc.). Nombre des projets ne sont pas commerciaux et sont financés au moyen de l'aide 'liée'. Du fait que la plupart des projets d'infrastructures sont des travaux du secteur public, la Chine considère ses investissements comme des projets de bonne volonté (goodwill projects) pour s'attirer la sympathie des dirigeants africains. Ceci permet à la Chine d'accroître son influence politique, ce qui ouvre souvent les portes pour des affaires stratégiquement et commercialement plus attractives dans d'autres secteurs, permettant par exemple de remporter des appels d'offres pour des concessions pétrolières ou minières.

Enfin, les entreprises chinoises ciblent les pays qui subissent des sanctions imposées par l'Occident. Ces sanctions ont tendance à transformer ces pays en marchés de niches, ce qui fait de la Chine un partenaire alternatif attrayant pour des 'États parias' tels que le Soudan et le Zimbabwe, par exemple.

Une influence indirecte découle de l'accroissement des flux d'IED vers la Chine, au détriment des pays africains. Les flux massifs d'IED vers la Chine font craindre un détournement possible de l'IED d'autres pays vers le géant asiatique. Toutefois, les faits ne semblent pas appuyer cette hypothèse d'effet d'éviction (Geda 2006). La raison en est qu'une grande partie de l'IED est orientée vers la recherche de ressources naturelles, et donc strictement localisée. Par ailleurs, le manque de liens de production entre les entreprises chinoises et africaines implique que les flux d'IED vers les deux régions n'ont pas d'effets d'attraction les uns sur les autres.

Aide étrangère et migration

En appui à ses politiques commerciales et d'investissement, la Chine a pris des mesures pour rehausser son aide aux pays en développement 'en faisant de son mieux' – la majeure partie étant dirigée vers les pays africains. En 2002, par exemple, près de 44% des 1,8 milliard de dollars d'aide globale versée par la Chine aux pays en développement étaient destinés aux l'Afrique.

La Chine a également annulé les dettes bilatérales de 21 pays africains, pour un total de 1,27 milliard de dollars. Jusqu'au milieu des années 90, une part significative de l'aide chinoise allait aux mouvements de libération. Ceci était motivé, de plus, en grande partie, par le désir de la Chine d'isoler Taiwan (McCormick 2006). La situation semble avoir évolué depuis lors, et l'aide chinoise est de plus en plus utilisée pour réaliser des objectifs stratégiques plus larges.

En part du soutien au développement global aux pays africains (environ 25 milliards de dollars), les montants versés par la Chine sont faibles. L'impact de l'aide est toutefois rehaussé par des considérations politiques car elle est fournie sans condition. La seule conditionnalité a trait à la politique de la 'one China' policy (une seule Chine), au titre de laquelle le gouvernement se considère comme le seul représentant légitime du pays. De plus, la Chine adhère également au dogme de souveraineté nationale. Ceci est grandement apprécié par les gouvernements africains, pour qui la distribution de ressources par clientélisme reste une exigence pour la survie politique.

(suite à la page 13)

Relations commerciales naissantes...
(suite de la page 6)

En outre, les gouvernements ont tendance à tirer profit de l'aide chinoise aux pays bénéficiaires de manière plus directe que des politiques des donateurs occidentaux, qui se préoccupent de la réduction de la pauvreté. La Chine finance la construction de bâtiments relativement grandioses et prestigieux (palais présidentiels, quartiers généraux de la police, sièges de partis politiques et stades de football) que les dirigeants africains apprécient grandement pour leurs propres raisons politiques. En échange, la Chine peut compter sur le soutien diplomatique précieux des gouvernements africains pour défendre ses intérêts au niveau international, en particulier dans les organisations internationales qui opèrent selon le principe 'un pays, une voix'.

Les activités récentes de la Chine en Afrique ont été associées à une migration relativement forte de sa population vers le continent, bien que la migration de populations d'origine chinoise ait commencé il y a des milliers d'années (McCormik 2006). Selon certaines estimations (Obwona et Chirwa 2006), près de 80.000 travailleurs migrants chinois sont récemment arrivés en Afrique, créant une nouvelle diaspora chinoise. En Angola, par exemple, quelque 2.500 travailleurs chinois sont arrivés pour travailler dans des entreprises chinoises dont la production sera financée par le crédit garanti par le pétrole que la Chine a accordé au gouvernement angolais. Près de 30.000 travailleurs chinois sont attendus à terme. Ce transfert massif de main-d'œuvre est peu susceptible d'avoir un impact positif sur les marchés de l'emploi africains, le renforcement des capacités locales ou le transfert de technologie (Tull 2006).

Les détaillants locaux, également, sont confrontés à la concurrence accrue exercée par les commerçants expatriés chinois. Un bref parcours des articles de presse africains révèle qu'en plus de la concurrence imposée par les importations bon marché en provenance de la Chine, la diaspora suscite un ressentiment significatif dans certains pays. Près de 3.000 Chinois vivent au Cameroun, 5.000 au Lesotho, 50.000 au Nigeria et 300.000 en Afrique du sud, essentiellement à la suite de migrations antérieures.

Références

China (2006) China's African Policy. www.gov.cn

Jenkins R. and Chris Edwards. 'The Economic Impacts of China and India on Subventions-Saharan Africa : Trends and Prospects'. *Journal of Asian Economics,* Vol. 17 2006, pp 207-225.

Kaplinski, Raphael, Dorothy McCormick and Mike Morris (2006). The Impact of China on Sub-Saharan Africa, April. Mimeo.

McCormick, Dorothy (2006). China, India and African Manufacturing Framework for Understanding the Impact of Aid and Migration. Communication préparée pour l'AERC (African Economic Research Consortium).

Obwona, Marios and Ephraim Chirwa (2006). Impact of China and India on SSA Agriculture : Issues and Challenges. Communication preparée pour l'AERC.

Tull, Denis M. (2006). China's Engagement in Africa : Scope, Significance and Consequences. *Journal of Modern African Affairs,* Vol. 44, N° 3.

World Economic Forum (2006). Going for Growth. Cape Town, 31 mai-2 juin 2006. www.weforum.org.